

46517



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE
E/CN.14/NERD/E/22
14 novembre 1978
FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Séminaire régional sur l'énergie solaire
Niamey (République du Niger), 8 - 13 janvier 1979

PROJET DE L'ACTE CONSTITUTIF
DE LA SOCIÉTÉ AFRICAINE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE

PROJET DE L'ACTE CONSTITUTIF
DE LA SOCIÉTÉ AFRICAINE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE

Préambule

Les sociétés nationales de l'énergie solaire au nom duquel le présent Acte constitutif est signé :

Conscientes des avantages qui dérouleraient de la mise en commun de l'expérience pratique, du savoir faire technique et scientifique entre hommes de science, ingénieurs et techniciens ayant des activités dans diverses institutions de la région s'occupant de l'énergie solaire, éolienne et à base de gaz de fermentation,

Considérant que la coopération entre pays africains est le meilleur moyen de se prouver de tels avantages, grâce à la création d'une association africaine de l'énergie solaire,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER

Création et nom

Une société savante dite la Société africaine de l'énergie solaire (ci-après dénommée "la Société") est créée par le présent Acte constitutif; elle fonctionne et est régie selon les dispositions du présent Acte constitutif.

ARTICLE 2

Définitions

Au fin du présent Acte constitutif :

- par "Société" on entend la Société africaine de l'énergie solaire.
- par "Conseil" on entend le Conseil africain de l'énergie solaire.
- par "Président" on entend le Président de la société africaine de l'énergie solaire.
- par "Secrétaire" on entend le Secrétaire de la Société africaine de l'énergie solaire.

ARTICLE 3
Objectif de la Société

Les objectifs de la Société sont les suivants :

1. Encourager le développement de l'énergie solaire, éolienne et à base de gaz de fermentation, et l'utilisation de ces énergies en Afrique.
2. Servir de centre de discussion et de coopération entre hommes de science, ingénieurs, techniciens, et associations s'occupant de l'énergie solaire en Afrique.
3. Fournir des informations sur les recherches et découvertes scientifiques et techniques.
4. Etablir et faire appliquer des normes professionnelles chez les hommes de science, les ingénieurs et techniciens travaillant dans le domaine de l'énergie solaire.
5. Aider à élaborer des programmes ayant trait à l'énergie solaire sur le continent africain.
6. Aider les gouvernements africains à se procurer les services et à assurer la formation de spécialistes pour répondre à leurs besoins en main-d'oeuvre dans le domaine de l'énergie solaire.
7. Publier un bulletin de liaison et ou des publications dans le domaine du développement de l'énergie solaire, éolienne et à base de gaz de fermentation en Afrique.

ARTICLE 4

Siège

Le siège de la Société est à, en République de
..... (ci-après dénommée "le pays hôte").

ARTICLE 5

Membres de la Société

Sont admis en qualité de membres de la Société tous les hommes de science, ingénieurs et techniciens ainsi que les institutions s'intéressant à tout aspect de l'énergie solaire en Afrique.

ARTICLE 6

Admission des membres

(a) Toute personne désireuse de devenir membre de la Société doit présenter une demande d'admission en remplissant le formulaire prévu à cet effet. Le Secrétaire au nom du Président et avec l'approbation ultérieure du Conseil, admet cette personne en qualité de membre de la Société.

(b) Toute institution désireuse de devenir membre de la Société doit présenter une demande par écrit au Secrétaire. Le Secrétaire, au nom du Président et avec l'approbation ultérieure du Conseil, admet cette institution en qualité de membre de la Société.

(c) Le Président peut avec l'approbation du Conseil, inviter une institution à devenir membre de la Société.

ARTICLE 7

Statut de la Société

1. Pour pouvoir atteindre ses objectifs et s'acquitter de ses fonctions, la Société jouit dans chaque Etat membre de la personnalité juridique avec capacité d'acquérir et d'aliéner des biens meubles et immeubles, de passer des contrats, d'engager des poursuites et d'être poursuivie en justice.

2. La Société conclut avec le gouvernement du pays hôte un accord concernant les installations, services, privilèges et immunités qui sont jugés nécessaires au bon accomplissement de ses fonctions.

ARTICLE 8

Cotisation des membres

(a) Tout particulier membre de la Société doit verser une cotisation d'un montant de 20 dollars des E-U au moment de son admission, puis le premier jour de chaque année civile.

(b) Le montant minimum de la cotisation pour les institutions membres de la Société est de 100 dollars des E-U et doit être versé au moment de l'admission, puis le premier jour de chaque année civile.

ARTICLE 9

Retrait de la qualité de membre

Le Conseil peut décider de retirer sa qualité de membre à tout membre de la Société s'il considère que son maintien au sein de la Société n'est pas dans l'intérêt de cette dernière. En tout état de cause, un membre perd cette qualité lorsque l'arriéré de ses cotisations est de plus de deux ans.

ARTICLE 10

Bureau de la Société

(a) Le bureau de la Société se compose d'un Président, de deux Vice-Présidents, d'un Secrétaire, d'un Trésorier et d'un Editeur-Rédacteur en Chef, élus tous les deux ans au cours d'une assemblée générale.

(b) Tous les membres du Conseil sont rééligibles pour un nouveau mandat.

ARTICLE 11

Conseil de la Société

(a) Le Conseil de la Société se compose des membres du Bureau de la Société et de cinq autres membres élus tous les deux ans au cours d'une assemblée générale de la Société.

(b) Le Conseil se réunit au moins une fois par an.

(c) Le Conseil établit des règles et règlements visant à assurer le bon fonctionnement de la Société.

ARTICLE 12

Attributions du Bureau

(a) Le Président est le porte-parole de la Société et préside toutes les réunions de la Société et du Conseil. En l'absence du Président, la présidence est assurée par les Vice-Présidents, dans l'ordre où ils ont été élus.

(b) Le Secrétaire dresse un procès-verbal des réunions du Conseil et de la Société et établit la liste des membres. Le Secrétaire accomplit également, outre les fonctions énoncées à l'Article 6 du présent Acte constitutif, celles que lui assigne le Conseil.

(c) Le Trésorier est responsable devant le Conseil de la gestion des finances de la Société.

(d) L'Editeur-Rédacteur en Chef est responsable devant le Conseil de la publication bulletin et/ou des autres publications de la Société.

ARTICLE 13

Réunions officielles

a) La Société tient chaque année, aux lieux et dates fixés par l'Assemblée générale deux ans à l'avance, une conférence au cours de laquelle elle passe en revue les progrès réalisés sur le plan de l'utilisation de l'énergie solaire, éolienne et provenant du gaz de fermentation, les nouvelles méthodes de promotion de ces énergies en Afrique, elle examine les documents techniques intéressant l'Afrique et élit le Bureau de la Société.

b) La dernière séance de la conférence est consacrée aux affaires courantes et à l'élection des membres du Bureau.

c) Le Conseil se réunit au début et à la fin de chaque conférence et toutes les fois que le Conseil le décide.

d) Le Président peut, à son gré, convoquer une réunion extraordinaire du Conseil.

ARTICLE 14

Dispositions financières

1. Les ressources financières de la Société se composent des cotisations payées par les membres, particuliers et institutions, de l'assistance, de l'aide, des dons, prêts, legs ou subventions provenant de gouvernements, d'institutions financières, d'organisations internationales ou de particuliers, du produits des ventes des publications de la Société, des droits et redevances perçus par la Société en vertu des dispositions du présent Acte constitutif.

2. Sous réserve des règles financières qui peut édicter le Conseil, le budget de la Société est géré par le Trésorier, sous l'autorité du Président de la Société.

ARTICLE 15

Comité scientifique d'organisation

A la réunion qu'il tient à la fin de chaque conférence, le Conseil autorise la création d'un Comité scientifique d'organisation composé d'un Président, d'un Secrétaire et de sept autres personnes au moins, afin d'organiser la prochaine conférence.

ARTICLE 16

Règlement intérieur

Le Conseil peut édicter des règles et règlements propres à faciliter la bonne marche de ses activités et le bon fonctionnement de la Société en général.

ARTICLE 17

Quorum

Le quorum du Conseil est de cinq personnes. Le quorum requis à la dernière séance de la conférence consacrée aux affaires courantes et à l'élection des membres du Bureau est de 12 personnes ou d'un tiers des membres, le chiffre retenu étant le plus bas.

ARTICLE 18

Distinctions et prix

Sur recommandation du Conseil ou d'un comité créé à cet effet, la Société peut accorder une distinction à l'un de ses membres ou à toute autre personne pour services rendus à la cause de l'énergie solaire en Afrique. Le titre ou la distinction ainsi accordés sont soumis à l'approbation du Conseil.

ARTICLE 19

Publications

a) A la fin de chaque conférence de la Société de l'énergie solaire en Afrique, ses travaux seront publiés sous la direction de l'Editeur-rédacteur en chef, secondé par un comité de rédaction nommé par le Conseil.

b) La présentation de la publication des travaux de la Conférence sera conforme aux normes édictées par le Conseil.

c) Le Conseil peut autoriser la parution d'autres publications, à titre exceptionnel ou régulier, et décide du titre, de la présentation et de la fréquence de parution de cette publication.

ARTICLE 20

Amendements

1. Le présent Acte constitutif peut être amendé par une décision prise à la majorité des deux tiers de l'Assemblée générale.

2. Aucun amendement proposé au présent Acte constitutif ne sera examiné

par l'assemblée générale s'il n'a pas été porté à la connaissance de tous les membres de la Société trois mois avant la réunion à laquelle il doit être examiné.

ARTICLE 21

Dispositions finales

1. Le présent Acte constitutif, dont les textes anglais, et français font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

2. Le présent Acte constitutif entrera en vigueur lorsqu'il aura été signé au nom de sept Etats membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et sera ouvert à la signature au Cabinet du Secrétaire exécutif à partir du 1979.

3. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

4. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique communiquera au Secrétaire de la Société, à tous les Etats membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et à l'Organisation de l'unité africaine, des copies certifiées conformes du présent Acte constitutif ainsi que des renseignements touchant la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion du présent Acte constitutif.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés par leur gouvernement ou leur Société nationale de l'énergie solaire, ont signé le présent Acte constitutif à la date indiquée sous leur signature :